

Le sport capitaliste : Idéologie, spectacle et marchandisation - Une autre pratique sportive est possible

dimanche 21 août 2016, par [BICHINDARITZ Manu](#), [CANTALOUPE Frank](#), [GARCIA David](#), [KSSIS-MARTOVA Nicolas](#), [LEFRANC Gaston](#), [OLLIER Fabien](#), [PROUHET Frank](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juillet 2016).

Sommaire

- [Idéologie, spectacle et \(...\)](#)
- [L'anti-valeur morale](#)
- [Les médias sportifs](#)
- [2018, 2022, 2024 : combattre](#)
- [À bas l'économie capitaliste](#)
- [« Le clivage n'est pas tant](#)
- [Doper plus pour gagner plus](#)

Idéologie, spectacle et marchandisation

À peine l'Euro de football terminé, les regards se sont tournés vers la traditionnelle « grande boucle » du Tour de France cycliste. Et à peine celle-ci finie que pointe déjà du nez les Jeux olympiques de Rio dans quelques jours... Oui, sur les écrans mais aussi dans nos vies, le sport est omniprésent. Souvent méprisé comme beaucoup d'activités physiques ou manuelles, le sport est considéré comme tout à fait annexe, alors qu'il occupe pourtant une place importante dans les discussions et les emplois du temps des jeunes, scolarisés ou non, et des adultes.

Mais comme toujours, tout ce que touche le système capitaliste se transforme en or. Pour le meilleur de quelques-uns - sportifs professionnels, industriels... - et pour le pire de tous ! Course à la réussite, nationalisme, hooliganisme, marchandisation, dopage, corruption, l'actualité étale quasi quotidiennement les affres du « sport réel », bien loin de ses mythes et de ses valeurs tant vantées.

Mais est-ce que tout peut se réduire à cela ? Un autre sport serait-il possible ? Et comment ? Dans ce dossier d'été, nous avons modestement voulu ouvrir le débat et apporter une contribution, à travers différents articles thématiques et en ouvrant nos colonnes pour trois entretiens.

Une chose est sûre, c'est que quoi qu'il en soit, ces prochains mois, va y avoir du sport... Bonne lecture !

Manu Bichindaritz

L'anti-valeur morale

« Le sport est le règne de l'anti-valeur morale qui cache sans cesse ses tricheries, magouilles, corruptions, derrière le lieu commun publicitaire de "l'éthique sportive" »

Entretien. Enseignant d'EPS, master II en philosophie, Fabien Ollier est auteur de plusieurs livres sur l'aliénation sportive. Il est aussi directeur de publication de la revue *Quel Sport ?*

Manu Bichindaritz - Peux-tu nous présenter *Quel Sport ?* (Section française de la critique internationale du sport) ?

Fabien Ollier - *Quel Sport ?* est une revue pluridisciplinaire dotée d'un comité scientifique international et publiant des chercheurs, des intellectuels et des dessinateurs satiriques dans le but d'élucider le phénomène sportif. C'est indissociablement un groupe militant qui n'a jamais caché son intention politique de combattre la domination idéologique de l'institution sportive et la crétinisation des masses par le sport.

Depuis 2007, *Quel Sport ?* propose des analyses critiques d'inspiration freudo-marxistes qui entendent dévoiler les dimensions politiques antidémocratiques, les fonctions idéologiques de massification ou de chloroformisation des consciences et les effets somato-psycho-pathologiques destructeurs du sport-spectacle de compétition. Elle s'inscrit dans l'histoire de la théorie critique du sport développée au sein de la revue *Quel Corps ?* (1975-1997), notamment par Jean-Marie Brohm. *Quel Sport ?* s'efforce de comprendre et dénoncer dans un même geste la matrice idéologique réactionnaire du sport devenu au cours du 20^e siècle un conglomerat de multinationales capitalistes et mafieuses qui cherchent à maximiser leurs profits par la technicisation extrémiste du corps et sa valorisation marchande spectaculaire.

Cela a conduit *Quel Sport ?* à mener plusieurs campagnes significatives de boycott des grands événements sportifs internationaux qui diffusent à haute dose l'opium sportif du peuple nécessaire à la perpétuation des systèmes d'oppression et d'exploitation (boycott des JO de Pékin 2008 au sein du COBOP ; boycott des JO de Sotchi 2014 au sein du COBOSO ; etc.).

Vous dites que le sport doit être radicalement contesté, pas seulement dans ses abus. Pourquoi un tel positionnement radical contre « les valeurs du sport » ?

De quoi parlons-nous quand nous parlons de sport ? De jeu ? De dépense physique ? De gestes techniques ? De pratiques ? De spectacles ? Pour beaucoup, notamment à gauche, règne la plus grande confusion à ce propos, ce qui autorise toutes les pensées désirantes. Les uns parlent de « sport populaire », d'autres de « sport libertaire », les plus audacieux de « sport nominaliste » et tous les extasiés du « sport pour tous » veulent sauver le sport de sa marchandisation !

Pour nous, le sport est un système institutionnalisé de pratiques compétitives à dominante physique réglementées universellement, qui a pour finalité l'émergence du champion, du record, de l'exploit grâce à la mesure normalisée, à la comparaison permanente et à la confrontation mondialisée d'individus typifiés (femmes entre elles, hommes entre eux, non-valides entre eux, vieux entre eux, etc.), hiérarchisés (premier, deuxième, troisième, etc.) et conditionnés (« valeurs », « lois », méthodes, techniques).

Ce système unifié qui n'est en rien réductible à la somme des pratiques sportives qu'il diffuse, repose sur une bureaucratie (des permanents, des technocrates, des gestionnaires, des managers, des « experts », etc.), des capitaux importants (fonds d'investissement, partenariats commerciaux,

sponsors, caisses noires, etc.) et des techniques de propagande (spectacles, publicité, exhibitions, mythes, bavardages, commérages, etc.).

Il s'agit même d'un « macrosystème » de manifestations spectaculaires où la compétition physique codifiée entre êtres humains, entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'animal ou entre animaux, agglomère des enjeux financiers, technologiques, politiques et émotionnels indispensables à la reproduction élargie du régime capitaliste.

Le sport capitaliste moderne est le produit social-historique inédit d'une mutation anthropologique, au cours de laquelle l'imaginaire social capitaliste fondé sur l'extrémisation de la « maîtrise rationnelle » et la rage d'acquérir tout ce qui est ou paraît accessible s'est emparé du corps, dès lors saisi comme instrument de rendement et puissance sans cesse perfectible. C'est en quoi le sport est le règne de l'anti-valeur morale qui cache sans cesse ses tricheries, magouilles, corruptions, derrière le lieu commun publicitaire de « l'éthique sportive ».

Quel lien direct peut-on tracer entre le sport et le système capitaliste ? Vous parlez d'« empire-sport », qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Le sport est désormais la poule aux œufs d'or des principales structures du système capitaliste-mafieux. L'évolution de la FIFA et du CIO l'illustre fort bien : les deux gouvernements mondiaux du sport, désormais suspectés par les polices judiciaires de plusieurs pays d'être de nouvelles structures du crime organisé transnational (voir le FIFAgate), se sont progressivement organisés comme de grands trusts transnationaux dont l'objectif principal est de maximiser les profits - en se comportant notamment comme des kleptocraties vis-à-vis des fonds publics - et de préserver leur situation de monopole, en s'unissant pour cela, selon des intérêts commerciaux parfois contradictoires, aux world companies du big business et aux lobbies d'intérêts associés (fonds de pension, pétrodollars, oligarchies postsoviétiques, sponsors, annonceurs, groupes bancaires transnationaux).

Ces « opérateurs » distillent à présent leur vision mercantile du monde par la promotion publicitaire de l'univers unidimensionnel factice qu'est le spectacle sportif, direct ou télévisé.

Pour constituer leur empire, le CIO et la FIFA n'ont jamais hésité à renforcer l'influence mondiale des régimes liberticides avec qui ils organisent de somptueuses « fêtes du sport » très encadrées militairement. Leurs graves compromissions avec les dictatures ou leurs soutiens indéfectibles aux régimes autoritaires sont désormais ouvertement légitimés par leurs plus hauts dignitaires qui regrettent que la démocratie « complique » l'organisation de grands événements sportifs.

Ainsi se noue une alliance objective durable entre les holdings du sport-spectacle de compétition, qui pensent que le sport est au-dessus de tout, et les plus grands ennemis politiques de la démocratie qui veulent un pouvoir sans limites.

Le dernier numéro de *Quel Sport ?* s'intitule « Le football, une servitude volontaire ». « Football-spectacle », « football-opium »... En quoi ce sport incarne-t-il, peut-être de la façon la plus caricaturale, ce qu'il faut combattre ?

Pour s'en convaincre, il suffit de s'intéresser aux joueurs présentés par toutes les instances politiques, morales et éducatives du pays, comme des « modèles pour la jeunesse ». Ce sont tous des mercenaires du crampon qui exsudent le fric et qui sont régulièrement impliqués dans des magouilles. Le « top 10 » des salaires dans le football mondial apporte chaque année un cinglant démenti aux illusions des thuriféraires exaltés du « football familial » et du « football populaire ».

Messi : 36 millions d'euros ; Neymar : 36 millions ; Ronaldo : 27 millions ; Ibrahimovic : 18 millions ;

Benzema : 15 millions, etc. Laurent Blanc a quitté le PSG avec un parachute doré de 22 millions d'euros. Toutes ces sommes affolant le mercato et les journalistes bling-bling sont complétées par de juteux contrats publicitaires qui, dans le cas de Messi par exemple, permettent d'atteindre la somme rondelette de 39,4 millions d'euros annuels (soit 110 000 euros par jour, l'équivalent du salaire mensuel de 75 smicards !).

Or Messi, le quadruple ballon d'or, vient d'être condamné par la justice à 21 mois de prison pour fraude fiscale (4,16 millions d'euros détournés ; AFP, 7 juillet 2016). Neymar, l'idole des tripoteurs de balle, a été mis en examen car il aurait omis de déclarer aux autorités brésiliennes la bagatelle de 14 millions d'euros entre 2011 et 2013 (AFP, 2 février 2016). Karim Benzema, déjà mis en examen dans l'affaire Zahia et celle de la sextape, a été entendu par la justice dans une « affaire de blanchiment en bande organisée visant une société dont il est actionnaire » (le *Monde*, 18 mars 2016). Voilà le rêve capitaliste que diffuse à longueur de temps la machine à cash du football !

J'ajoute que tous ces « bandits manchots » ne produisent rien, ne servent objectivement à rien, leur disparition (éminemment souhaitable) ne provoquerait aucune pénurie, aucun manque, aucune carence dans la reproduction sociale (à la différence des ouvriers, des paysans, des pêcheurs, des médecins ou des chercheurs). Ils ne rendent aucun service à la collectivité (comme le font les chirurgiens, les instituteurs, les infirmières, les cantonniers, etc.). Leur seul rôle est d'abrutir les supporters ordinaires et d'exciter les groupes ultras, d'offrir des dérivatifs illusoire et des identifications factices au bon popolo, mais aussi aux piètres penseurs shootés à l'opium sportif, de remplir les rubriques spécialisés des gazettes sportives et d'enrichir les sponsors, annonceurs et propriétaires des clubs...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

Les médias sportifs

« Les médias sportifs se distinguent davantage en général par leur connivence avec les vedettes et les institutions du sport que par leur esprit d'indépendance »

Entretien. Collaborateur au *Monde diplomatique*, David Garcia revient avec nous sur les liaisons dangereuses qui unissent médias et sport professionnel.

Manu Bichindaritz - Différents grands médias télévisuels se livrent une concurrence féroce pour avoir le droit de retransmettre certains grands événements sportifs. Comment expliquer l'explosion des coûts de ces droits ?

David Garcia - La genèse de cette course aux armements remonte aux années 1970. Jusqu'alors, non seulement les fédérations sportives ne gagnaient pas d'argent avec les retransmissions télés, mais elles devaient même payer les chaînes pour voir leur spectacle diffusé à une heure de grande écoute ! Le grand tournant intervient en 1974, avec l'élection du Brésilien João Havelange à la tête de la FIFA. Ce dernier arrive au pouvoir avec l'aide du fondateur et patron d'Adidas, Horst Dassler, qui a acheté les voix des électeurs à grands coups d'enveloppes bourrées de dollars. Ainsi est né le foot business, sur une gigantesque fraude électorale qui s'est depuis maintes fois reproduite.

Une fois président, Havelange laisse la main à son associé, qui lui souffle l'idée de vendre à prix d'or

le droit de transmettre des matches à la télé. Le sport devient poule aux œufs d'or. Coca Cola et consorts paient des millions pour être visibles aux Jeux olympiques ou pendant les coupes du monde, et les chaînes de télévision s'arrachent des droits au terme de ventes aux enchères toujours plus folles.

Et quand la présidente de la République d'Argentine Cristina Kirchner veut rendre gratuits les matches de première division argentine, elle se fait « comme par hasard » tailler en pièces par Clarin, le quotidien national dit « de référence ». Comme par hasard car ce journal appartient au groupe détenteur des droits télés du foot argentin, qui se bat pour préserver son pré carré commercial, au nom du sacro-saint principe de concurrence. Et tant pis pour les Argentins fauchés dingues de foot, condamnés à se priver de leur sport favori, ou obligés de se saigner pour avoir leur dose de ballon rond...

Le football est donc un des exemples emblématiques. Quelle responsabilité porte la FIFA, l'UEFA... dans cette surmédiatisation du ballon rond ?

La responsabilité de la FIFA et de l'UEFA est écrasante. Plus la médiatisation est forte, et plus leurs bénéfices sont colossaux. À tel point que l'UEFA a pour ainsi dire tué la glorieuse incertitude du sport. Aujourd'hui, seuls les clubs les plus riches ont une chance de gagner la compétition reine, la Ligue des champions. Celle-ci est l'aboutissement ultime de la logique capitaliste appliquée au sport de compétition. Si les plus grands clubs ont toujours trusté les places d'honneur, jusqu'au début des années 1990, les clubs moyens avaient une chance de l'emporter. On a ainsi vu Nottingham Forest, un club anglais plutôt modeste, remporter la coupe des clubs champions pour sa première participation, en 1979. Le Steau Bucarest battra le FC Barcelone en finale de la Coupe des champions, en 1986. Et l'Étoile rouge de Belgrade remportera ce même trophée face à l'Olympique de Marseille de Bernard Tapie, pourtant beaucoup plus fortuné, en 1991. Des clubs d'envergure moyenne, issus de « petits » pays du foot. Dans les années 1970 et 1980, les Néerlandais de l'Ajax d'Amsterdam éclaboussaient les terrains d'Europe de leur classe, et gagnaient. La Belgique gagnait des trophées. Une époque révolue depuis que les grands clubs ont fait pression sur l'UEFA pour changer le mode de sélection et d'élimination de la « C1 ». Jusqu'en 1992, seuls les clubs champions pouvaient participer à la Coupe des champions, tous les pays d'Europe étaient représentés et les tours étaient à élimination directe. Trop risqué pour les super riches – Silvio Berlusconi en tête, propriétaire du Milan AC – qui ne voulaient plus risquer de se faire sortir par des sans-grade.

Aujourd'hui, la Ligue des champions est le théâtre de l'affrontement des meilleurs clubs des plus grands championnats. Avec une surreprésentation des plus riches, les Espagnols, Anglais, Allemands et Français, au détriment des « petits ». Lesquels doivent batailler lors de tours préliminaires pour avoir une chance de disputer les matches de « poules », ce qui arrive rarement. Ce système de poules est destiné à limiter les risques d'élimination précoce. En effet, un club riche possède un effectif qui lui permet de disputer de nombreux matches et de surmonter un mauvais résultat à l'issue d'un « jour sans ». À l'inverse d'un club dépourvu de vedettes qui peinera à briller sur la durée. Depuis 1993, aucun petit club n'a remporté la Ligue des champions. De façon concomitante, les droits télés ont explosé, pour le plus grand bonheur des clubs, des joueurs stars surpayés et des dirigeants de l'UEFA, dont le pouvoir est en croissance exponentielle.

L'association Acrimed pointe régulièrement les copinages et complaisances des médias avec différentes personnalités très « discutables », tel récemment Michel Platini... Une réflexion ?

Les médias sportifs se distinguent davantage en général par leur connivence avec les vedettes et les institutions du sport que par leur esprit d'indépendance. Ainsi l'Équipe est un média qui agit davantage comme un pouvoir que comme un contre-pouvoir. En situation de monopole depuis sa

création en 1946, le quotidien sportif a créé bon nombre de grands événements sportifs, en particulier la Coupe d'Europe des clubs champions, ancêtre de la Ligue des champions. Le rapport de complaisance avec les institutions du sport, le Comité international olympique, la FIFA, ou l'UEFA, est inscrite dans ses gènes. Longtemps, l'Équipe a déroulé le tapis rouge au très controversé Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, ex-ministre des Sports de Franco, et à Joseph Blatter, ex-patron de la FIFA, dont l'action corruptrice est notoire. Et encore plus au français Michel Platini, président déchu de l'UEFA, dont l'Équipe a été le porte-parole zélé. Par suivisme, cocardisme, et manque de professionnalisme.

On le sait, le sport est un vecteur puissant des « valeurs nationales », de l'exaltation de la nation rassemblée derrière ses sportifs, etc. En quoi les médias relaient-ils et amplifient-ils cet aspect des choses ?

De même que les médias sportifs ont roulé aveuglément pour Platini, ils soutiennent sans réserve et a priori les clubs, équipes et sportifs nationaux. Plutôt que de s'en tenir au strict aspect sportif, les médias exaltent le sentiment patriotique, autrement plus vendeur. Il ne faut pas y voir nécessairement l'adhésion à des valeurs nationales. Les patrons de presse sont bien plus cyniques et mercantiles. Leur idéologie est l'idéologie dominante, qui épouse la courbe des ventes et de l'audimat...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

2018, 2022, 2024 : combattre la logique « du pain et des jeux »

Différents événements sportifs mondiaux à venir font déjà polémiques et cristallisent une opposition grandissante. Parmi ceux-ci, les Mondiaux de football de Russie en 2018 et au Qatar en 2022. Et la candidature de Paris pour les Jeux olympiques en 2024 a pour l'instant, et malgré les efforts conjugués de l'État et de la mairie, plus vaincu que convaincu...

Vous avez aimé les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, vous adorerez le Mondial en Russie dans deux ans !

De Sotchi au Mondial 2018, la polémique

On s'en souvient, les derniers Jeux olympique d'hiver à Sotchi avaient été l'objet de nombreuses critiques. D'abord un coût total délirant : 37 milliards d'euros, les JO les plus chers de l'histoire, loin devant ceux de Pékin (26 milliards) et ceux de Nagano (14,6 milliards d'euros, le record pour des Jeux d'hiver). À cela il a fallu ajouter les délires patriotiques poutiniens, les lois liberticides, la guerre en Ukraine, l'homophobie d'État quasi officielle, etc. Mais visiblement tout cela n'a pas dégoûté la FIFA : il faut dire que, comme pour l'attribution du Mondial au Qatar en 2022, les conditions dans lesquelles le vote a eu lieu en 2010 font aujourd'hui l'objet de suspicions d'irrégularités, de trafics d'influence, voire d'arrangements mafieux...

Comme pour les JO de Sotchi, les budgets explosent, passant d'une estimation de 10 milliards d'euros à au moins deux à trois fois plus aujourd'hui : les stades bien sûr mais aussi les routes et autoroutes, aéroports, hôtels de luxe, zones commerciales, etc. Le dernier Euro de football nous a aussi donné il y a quelques jours un avant-goût de la violence raciste et xénophobe des groupes de

supporters ultras, soutenus en haut lieu au nom des valeurs de la Russie...

Aussi des appels au boycott ont été lancés, minoritaires mais réels. Ainsi la Pussy Riot Nadejda Tolokonnikova, « Le peuple ne croit ni aux JO, ni à la Coupe du monde. Cela ne sauvera pas la Russie. Le peuple espère autre chose. Les Russes se rendront peut-être compte qu'on ne dépense pas l'argent pour les bonnes raisons : la santé, la politique, la culture. On le flambe dans les compétitions sportives qui ne sont d'aucune utilité. (...) Boycottez la Coupe du monde 2018 en Russie ! » Mais soyons rassurés : malgré les accusations de dopage qui entache ces derniers jours l'ensemble du monde sportif russe ou les tensions diplomatiques de ces dernières années avec Poutine, toutes les instances sportives - UEFA et Michel Platini en tête - ont bien pris position contre un possible boycott.

Au Qatar, le Mondial de l'exploitation

Ces derniers mois, c'est le Mondial suivant attribué au Qatar pour 2022, qui a été au centre des polémiques. Jouer au football en plein été dans un émirat du Moyen-Orient, aucun problème ? En fait si, beaucoup !

À commencer par les soupçons de corruption qui ont fait jour lors du récent scandale au cœur d'une FIFA largement corrompue... et largement corrompue ! Mais aussi parce que, pour pouvoir pratiquer le ballon rond à une température pouvant atteindre les 41,5 °C, l'organisation qatarie s'est lancée dans la construction de stades couverts et climatisés, dont le futur théâtre du match d'ouverture et de la finale, 80 000 places à Lusail, ville qui sort de terre à une quinzaine de kilomètres au nord de Doha dans le cadre d'un projet pharaonique estimé à 45 milliards de dollars (environ 42,4 milliards d'euros)... Il faut dire que l'ensemble du Mondial coûterait plus de 200 milliards d'euros, un montant équivalent au PIB annuel du Qatar...

Dans ce cadre, de nombreux communiqués et rapports de confédérations syndicales ou d'ONG comme Amnesty international ont donné un cruel coup de projecteurs sur le sort des travailleurs participant aux travaux de construction des stades et infrastructures : conditions de travail et d'hébergement indignes, retards de salaire de plus d'un an, vols de passeport... Au-delà des accusations d'esclavage, c'est surtout le nombre d'ouvriers morts sur les chantiers qui frappe : 1 200 victimes, dont de nombreux Népalais et Indiens, selon la Confédération syndicale internationale. Le comité d'organisation qatari rejette bien évidemment en bloc ces accusations et nie les chiffres.

Mais comme le dit, Mustafa Qadri d'Amnesty, « C'est une Coupe du monde basée sur l'exploitation »...

L'olympisme version Paris

« Ni François Hollande ni Anne Hidalgo n'ont été élus pour servir les intérêts d'institutions sportives affairistes et corrompues. (...) Dans le contexte de la crise sociale, économique et écologique que connaît la France d'autres priorités s'imposent absolument, aussi bien pour l'emploi, l'éducation, la santé publique, le logement, les transports en commun, la recherche scientifique. » Cet extrait tiré d'une tribune publiée par le Huffington post, « La corruption, la fraude et le dopage, disciplines olympiques, Paris ne doit pas courir après les Jeux 2024 ! » résume assez bien les arguments contre la candidature de la capitale à l'organisation des JO de 2024.

Depuis le 16 septembre 2015, Paris est officiellement ville candidate, en concurrence avec Budapest, Los Angeles, et Rome (Hambourg a dû se retirer après un référendum sur la question fin novembre 2015). Quelque mois plus tôt, le Conseil de Paris, poussé par la maire PS Anne Hidalgo, avait approuvé à une très large majorité l'engagement de la capitale. Une belle unanimité allant de la

droite UMP au PCF, à l'exception notable des éluEs d'EÉLV et de Danielle Simonnet du PG (à l'origine d'une pétition début 2015 demandant la non-candidature de la capitale).

Pour cette dernière, les JO sont taillés « pour les multinationales, pas pour répondre aux besoins de la population. (...) Les multinationales vont se remplir les poches, notamment grâce aux exonérations fiscales. (...) Il y a une logique capitaliste inhérente au Comité international olympique. (...) Les investissements iront dans de grands projets en oubliant les équipements de proximité ». Des propos auquel on ne peut que souscrire. Ces peut-être futurs JO parisiens sont notamment annoncés avec un budget prévisionnel total d'environ 6,2 milliards d'euros (dont 3 milliards sur fonds publics...). Or, durant ces trente dernières années, aucun budget annoncé pour les JO d'été n'a été respecté : doublé pour les JO de Londres, d'Athènes, de Sydney, de Barcelone et de Séoul... jusqu'à une multiplication par 12 pour les JO de Pékin en 2008 !

À l'évidence, de l'argent il y en a ! Ne pourrait-il pas servir à autre chose qu'à engraisser les géants du BTP et le CIO ? Paris 2024, grand projet inutile imposé...

Manu Bichindaritz

À bas l'économie capitaliste du sport !

De l'activité physique certes, mais dans une économie donnée... Des chiffres qui en disent long !

L'économie du sport résiste à la crise

La « dépense sportive nationale » mesure les diverses contributions au financement des activités sportives, mais aussi les dépenses en biens et services nécessaires à la pratique du sport (vêtements, chaussures...). Elle est en France de plus de 35 milliards d'euros. Sa part dans le PIB (1,75 % aujourd'hui) augmente. Cette dépense se répartit de la façon suivante : 45 % par les ménages, 45 % par les administrations (un tiers par l'État qui rémunère notamment les enseignants en EPS, deux tiers par les collectivités locales) et 10 % par les entreprises. C'est la vigueur des dépenses d'équipement sportif des communes qui explique une bonne partie de la résistance de ce secteur à la crise.

La production de spectacles sportifs ne connaît pas la crise : le chiffre d'affaires du football professionnel a progressé de 24 % entre 2009 et 2013, s'établissant à 1,5 milliard ; celui du Tour de France a été multiplié par 10 en trente ans, ce qui a fait exploser le bénéfice de l'organisateur de l'épreuve (Amaury Sport Organisation). La forte hausse des droits de retransmission télévisés explique cet essor.

Bénéfices privés et fardeaux pour la population

Les économistes bourgeois le reconnaissent de plus en plus : les grands événements sportifs n'ont pas d'effet bénéfique sur la croissance économique... Mais il y a un effet de « redistribution ». Les contribuables paient les gros investissements, et les capitalistes se goinfrent : ceux qui produisent ces spectacles, et aussi certains secteurs comme le BTP qui bénéficient des commandes publiques. De façon systématique, les coûts sont sous-estimés. Les JO d'Athènes 2004 ont ainsi plombé les

finances publiques grecques. Les populations commencent d'ailleurs à faire de la résistance face à de tels gaspillages : par référendum, la population de Munich a dit non en 2013 aux JO d'hiver 2022, de même que celle de Hambourg en 2015 pour les JO d'été 2024.

Et que dire de la Coupe du monde 2022 au Qatar ? 1,5 million d'ouvriers étrangers ont été recrutés pour construire les infrastructures. Leurs conditions de travail s'apparentent à de l'esclavage moderne, et on estime que 4 000 d'entre eux mourront sur les chantiers d'ici à 2022.

Concernant l'Euro 2016, les pouvoirs publics ont effectué de gros travaux de rénovation des stades, souvent en « partenariat public privé ». Ces dispositifs permettent aux villes de ne pas déboursier trop d'argent à court terme, mais ils doivent pendant des années verser des loyers aux géants du BTP pour devenir au final propriétaires de stades surdimensionnés. Grâce à ces travaux, l'UEFA a touché le pactole : 650 millions de charges (location de stades, gestion de billets, etc.) et 1,9 milliard de gains (droits de retransmission télé, sponsoring, billetterie), soit un bénéfice net de plus d'1 milliard ! Grâce à une mesure de Sarkozy confirmée par Hollande, l'UEFA sera totalement exonérée d'impôts !

Pour ne pas faire de jaloux, le gouvernement a élargi en 2014 cette exonération d'impôts à l'ensemble des grands événements sportifs. Il a en outre supprimé la taxe sur les spectacles pour l'ensemble des manifestations sportives (remplacée par une TVA à taux réduit de 5,5 %). Et la loi Macron a permis l'accroissement des dimensions des dispositifs publicitaires au sein des enceintes sportives, cela en dérogation au Code de l'environnement...

Un secteur clé de l'économie capitaliste... dont il faudra se débarrasser !

L'économie du sport est la quintessence de l'économie capitaliste. Les « belles valeurs du sport » ne sauraient cacher que la compétition du profit est complétée par le profit de la compétition. Les compétitions prolifèrent pour accélérer la rotation du capital sportif et maximiser la production de plus-value. Le sport, vendu comme un spectacle, permet des bénéfices faramineux avec le consentement des foules que le système cherche à abrutir.

Le sport capitaliste n'a pas grand-chose à voir avec l'activité physique récréative. Outre les profits colossaux qu'il génère, il contribue à modeler la force de travail pour la rendre « performante » pour les capitalistes. Le sport transforme le corps des athlètes en instrument, en chair à profit. Au-delà des seuls athlètes, nous sommes tous incités à faire du sport afin d'améliorer notre « employabilité » et pour que notre corps soit bien préparé au travail capitaliste. Après le travail quotidien, il ne faut pas se « relâcher ». Tous à la salle de sport, avant de consommer du spectacle sportif devant son écran télé !

Gaston Lefranc

« Le clivage n'est pas tant entre amateurs et professionnels que dans les moyens mis à la disposition de chaque citoyen et citoyennes pour accéder au plaisir du sport »

Entretien. Responsable de Sport et Plein Air, la revue de la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail), Nicolas Ksis nous présente notamment de quelle façon une autre

pratique sportive est possible.

Peux-tu nous présenter la FSGT, que peut-être nos lecteurs connaissent mal, voire pas du tout ?

Nicolas Ksis - La FSGT est l'héritière du mouvement sportif ouvrier français, né en France en décembre 1907 de la volonté du premier journaliste de l'Humanité, Henri Abraham Kleynhoff. Pour ce qui la concerne directement, elle a été fondée en décembre 1934 par la fusion de deux organisations, la Fédération sportive du travail (FST), membre de l'Internationale rouge des sports, basée à Moscou, en URSS, et de l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT), proche de la SFIO. Elle s'avéra en fait un test grandeur nature de la dynamique unitaire du Front populaire.

La FSGT s'est ensuite fortement développée en prenant à bras le corps le combat antifasciste (le soutien à l'Olimpiada Popular à Barcelone, nombre de ses membres iront se battre ensuite dans les brigades ou chez les anarchistes), la bataille pour le sport féminin, ou encore l'ouverture de toutes les disciplines, dont le ski, aux milieux populaires. Toutefois au fil du temps, son discours et son positionnement a évolué, passant de la défense d'un sport rouge « classiste » à une conception plus large d'un sport populaire. La fédération a formalisé cette transformation en précisant qu'elle était passé du « sociopolitique » au « socioculturel ».

Plus pratiquement, la FSGT constitue désormais une fédération omnisports (une centaine de disciplines y sont présentes), qui rassemble 270 000 pratiquants dans 4 700 associations, sur tout le territoire et outre-mer. Elle continue de défendre une approche différente du sport, notamment en s'appuyant sur les innovations qui germent dans ses clubs, permettant au plus grand nombre de s'adonner à leur « activité », comme le foot à 7 auto-arbitré, la lutte féminine ou encore l'escalade « en tête ». Il s'agit de fait autant de promouvoir les activités physiques et sportives (APS) que de former des citoyens.

En quoi peut-on dire que la FSGT est une « fédération sportive engagée » ?

Cette question pose problème et demande d'abord quelques précisions. Son histoire, comme j'ai répondu plus haut, est indéniablement liée à celle du mouvement ouvrier et pour partie communiste. Ce premier fait lui transmet une teinture singulière dans un monde sportif qui aime à rappeler son « apolitisme », quitte à faire preuve d'amnésie ou de mémoire sélective. Toutefois si l'engagement de la FSGT peut prendre sens aujourd'hui, cela porterait davantage sur le rapport à la vie associative, dont elle ambitionne qu'elle responsabilise davantage qu'elle délègue, sur la valorisation du bénévolat (par la formation notamment) ou bien sur l'adaptation des règles selon les besoins ou les envies des pratiquants.

Cependant le fort investissement sur le terrain international - comme en Palestine depuis 1982 (elle fut la première fédération sportive à reconnaître le sport palestinien tout en entretenant des relations avec les « travaillistes » israéliens), avec le Japon ou l'Algérie, aujourd'hui les Sahraouis, sans oublier notre consœur l'UISP en Italie - marque une forte spécificité. Elle reste par ailleurs sensible à ce qui se passe dans le reste de la société, comme les mobilisations contre la loi travail pour évoquer l'actualité récente. Elle a aussi voulu s'ouvrir au fil du temps à toutes les formes d'émancipations, par exemple avec l'arrivée de clubs LGBT, ou à des pratiques nouvelles telles que le double dutch, le skate ou le « pied-poing » en sport de combat.

Est-il juste d'avoir une lecture de classe du sport ? Sports de riches contre sports populaires...

C'est infiniment plus complexe. Qu'est-ce qu'un sport de riche ? S'il est question de moyens et d'accès aux infrastructures, il est indiscutable qu'au sein de chaque discipline, un réel fossé existe et qui ne touche pas que les clubs FSGT. Le football pratiqué dans les quartiers nord à Marseille, dans des stades indignes avec parfois des douches insalubres, fait pâle figure devant les investissements publics déployés pour soutenir l'OM via la « rénovation » du vélodrome... De même, les disciplines olympiques, qui envoient donc des délégations aux JO, bénéficient d'un traitement de faveur de la part du gouvernement.

En outre, il est de plus en plus difficile de répondre, pour l'ensemble des associations, à leur mission de service public du sport, quand leur subvention sont conditionnées à leur soumission à des politiques de « *publics cibles* », pendant que les diverses réformes comme la RGPP ou la réforme territoriale, conjuguée à la « crise », diminuent drastiquement les financements des collectivités.

Peut-on dire que l'un des clivages importants dans la pratique sportive se joue entre amateurs et professionnels ?

La séparation entre amateurs et professionnels est une division qui date quelque peu. Elle sent encore le parfum quelque peu réac de Pierre de Coubertin. Elle ne permet pas de saisir à quel point ces deux mondes continuent malgré tout de s'interpénétrer. Il ne faut tout d'abord pas se laisser aveugler, surtout après l'Euro 2016, par le cas des footballeurs professionnels dont les salaires astronomiques cachent le fait qu'un grand nombre de « sportifs professionnels » vivent avec des revenus bien plus modestes et « dans la norme ». Enfin rappelons que les stars du ballon rond, souvent des jeunes issus des quartiers populaires, sont des « riches sans pouvoirs », contrairement à une catégorie socialement équivalente comme les patrons. Ils peuvent facilement alors servir de défouloir à un populisme alliant « haine des parvenus » et « mépris de classe », avec une forte dose de racisme.

Le clivage n'est pas tant entre amateurs et professionnels, que, il faut encore le souligner, dans les moyens mis à la dispositions de chaque citoyen et citoyennes pour accéder au plaisir du sport. Enfin, certains « amateurs » pratiquent peut-être leur sport de manière tout autant compétitive voire élitiste que les pros. L'existence du dopage dans les niveaux de compétition les plus bas en constitue un signe indéniable.

Dans un système fondé sur l'économie marchande et la concurrence, un autre sport est-il possible ?

Beaucoup répondraient non, surtout issu de votre courant politique. Et certains de leurs arguments sont difficilement contestables. Toutefois, au même titre qu'on ne rejette pas la création artistique et l'enseignement de la musique dans les conservatoires au prétexte qu'Hollywood existe ou que les majors s'engraissent sur le dos des musiciens, nier l'importance du sport dans la culture populaire serait une erreur. La pression du modèle sportif dominant se sent en effet jusque sur les bords des terrains, dans le comportement des parents parfois qui poussent leurs gamins vers ce qu'ils pensent être une chance pour eux, quitte à écraser le copain ou la copine...

Il existe toutefois des espaces possibles pour développer d'autres formes de pratiques sportive (refuser par exemple les sélections, etc.) qui s'appuient sur des principes différents, comme la responsabilisation et la prééminence du jeu - le cas du foot à 7 auto-arbitré -, la dédramatisation de la pratique et la vie associative (en escalade), l'adaptation des règles pour les rendre toujours plus émancipatrices (mixité en volley), etc.

C'est un combat permanent car effectivement la tendance générale pousse plutôt à l'inverse. Notons toutefois que ces derniers temps une aspiration semble grandir pour appréhender le sport

autrement, je pense aux revendications des associations de supporters, la contestation des multinationales du sport comme la FIFA ou le CIO, l'orientation vers des formes moins « violentes » ou compétitive de pratique d'un grand nombre de gens. Une fois encore, il faudra aussi que les organisations extérieures (politique, syndicale, etc.), avec lesquelles la FSGT construit souvent des partenariats et des collaborations régulières (notamment le Secours populaire), intègre une véritable prise en compte de cette fameuse question sportive.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

Doper plus pour gagner plus

Avant même d'avoir commencé, les Jeux olympiques de Rio sont marqués par la question du dopage, avec la suspension des sportifs de la Fédération russe d'athlétisme.

Celle-ci survient après les révélations sur les JO d'hiver de Sotchi de 2014, les jeux de Poutine à 36 milliards d'euros, où Agence russe anti-dopage, ministère des Sports et services secrets escamotaient les échantillons d'urine des athlètes pour les rendre « propres ». Pourtant, le dopage est loin d'être l'apanage de la simple Russie. En 2003, la Fédération américaine d'athlétisme reconnaissait avoir blanchi les contrôles positifs de Jerome Young, et le Comité olympique américain devait avouer que, depuis les années 1980, 24 athlètes avaient gagné des médailles olympiques après un contrôle positif laissé sans suite.

Une composante quasi permanente

C'est que malgré les condamnations quasi unanimes, le dopage est devenu une composante quasi permanente des compétitions sportives professionnelles. Cela souvent avec le silence complice des fédérations sportives. Le rapport de l'Agence mondiale antidopage de 2015 qui pointe « une culture profondément enracinée de la tricherie » dans l'athlétisme russe, ou kényan, dénonce aussi la corruption généralisée faisant « partie intégrante de l'IAAF », l'Association internationale des fédérations d'athlétisme, dont les dirigeants « ne pouvaient ignorer l'ampleur du dopage ».

L'IAAF est ainsi accusée de corruption, pots-de-vin, et d'avoir couvert de nombreux cas de dopage, certains de ses responsables étant même accusés d'avoir extorqué de l'argent pour cacher les contrôles positifs, comme cette médaillée d'argent sur 5 000 mètres aux championnats d'Europe de Göteborg en 2006, Liliya Shobukhova, qui aurait dû verser la somme de 569 000 dollars pour participer aux JO de Londres. En France, Lamine Diack, 82 ans, président de l'IAAF jusqu'en août 2015, est mis en examen. Le document qui a mis le feu au poudre, un documentaire de la chaîne ARD et un article du Sunday Times, révélaient que, sur les analyses sanguines de 5 000 athlètes, 800 sont jugées anormales !

Sportifs professionnels en danger

L'affaire Festina en 1998, avec le soigneur de l'équipe pris à la frontière avec 500 doses d'EPO et de stupéfiants, et Lance Armstrong, sept fois vainqueur du Tour avec ses tests urinaires positifs à l'EPO, ont révélé l'ampleur du dopage dans le cyclisme en général, et le Tour de France en particulier. À chaque fois, l'UCI, l'Union cycliste internationale, a été dénoncée pour son manque d'empressement à dénoncer le dopage et à freiner la mise en place de contrôles performants. On est

bien loin du dopage individuel, alors qu'un tiers des participants au Tour ont croisé le dopage, et 79,2 % des maillots jaunes, selon le site cyclisme dopage !

Tout cela se fait au mépris de la santé des coureurs professionnels. Leur risque de décès par arrêt cardiaque avant 45 ans est cinq fois supérieur à la moyenne ! Dans tous les sports, dopage, mais aussi multiplication des compétitions et changement des règles pour les rendre plus spectaculaires favorisent les blessures. L'espérance de vie d'un joueur professionnel de football américain ne dépassait pas 55 ans dans les années 1990, ce qui a été la cause de nombreuses grèves de joueurs pour diminuer blessures et surentraînement.

Le corps-marchandise

Le sport est devenu une véritable industrie, qui brasse entre 400 et 600 milliards d'euros chaque année. Dans le sport professionnel, saisi par les logiques du business et de la raison d'État, toutes les politiques de lutte contre le dopage ne doivent pas nous faire oublier que le dopage n'est pas un choix individuel des coureurs ou des athlètes, mais une pratique généralisée, souvent sous le contrôle des équipes, des fédérations ou des États. Sport spectacle, sport marchand, sport vitrine des États, course aux sponsors, sport publicité pour Adidas ou Nike, droits télévisuels, droits de transfert... le corps des athlètes devient le simple support d'une marchandise qui s'appelle profits dans le sport, qu'il faut rendre à chaque fois plus performant pour gagner. Métaphore du capitalisme...

Le sport en tant que jeu et plaisir pour les participantEs, le sport en tant qu'envie de rêver et d'échapper à la monotonie de la vie quotidienne... Au nom d'un rêve égalitaire et démocratique (où les enfants des quartiers peuvent devenir millionnaires...), le sport est trop souvent écrasé par les passions nationalistes, les intérêts financiers des clubs, des sponsors, des marques d'équipementiers sportifs, des fédérations, ou des athlètes. Tout pousse à généraliser la pratique du dopage pour gagner à tout prix... Et à faire du dopage une simple affaire individuelle quand le scandale éclate !

Frank Cantaloup

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 347 (28/07/2016) :

<https://npa2009.org/idees/sport-ideologie-spectacle-et-marchandisation>